

La politique et l'organisation

par Jean-Jacques Rosa

*Il y a complémentarité entre des Etats plus légers, plus efficaces,
et une économie mondiale concurrentielle*

Le débat sur la mondialisation et ses effets sur les Etats-nations est en train de bouleverser en profondeur le champ du politique et conduit à fonder un nouveau clivage entre une majorité et une opposition clairement distinctes et proposant des solutions différentes aux citoyens, condition du bon fonctionnement de la démocratie. La " république des centres " et la pratique de la cohabitation ont dans le passé gommé les différences entre la gauche et la droite.

Cette situation, en dépit de sondages de popularité qui se veulent rassurants pour les gouvernants, ne satisfait pas les électeurs-consommateurs de services publics qui sont de moins en moins nombreux, d'élection en élection, à voter pour les majorités sortantes. Cette dégradation de la démocratie découle de la révolution de l'organisation qui a déferlé sur le monde politique comme sur le monde des entreprises commerciales. Partout les grandes hiérarchies, privées comme publiques, sont depuis deux ou trois décennies, battues en brèche par les plus petites, plus efficaces, plus compétitives. Les plus grandes organisations laissent la place à des structures plus réduites, ainsi qu'au développement d'échanges de marché entre ces hiérarchies plus modestes. Aux Etats-Unis, en Grande-Bretagne, en Allemagne et en France la dimension moyenne des entreprises, en termes d'emplois, ne cesse de diminuer.

La même évolution de l'organisation explique la multiplication du nombre des Etats dans le monde, de 50 à 70 en 1945, selon les décomptes, ils sont passés à 200 aujourd'hui. Comme la multiplication du nombre des entreprises reflète la bonne santé de l'économie, la multiplication du nombre des Etats traduit la vitalité de " l'industrie mondiale des Etats-nations ". Leur disparition n'est pas pour demain. Et leur nombre accru implique une compétition plus intense pour le service de leurs citoyens (et de leurs entreprises) qui sont désormais plus mobiles. Lorsque le monde, au milieu du siècle dernier, était divisé entre quelques grands empires et cloisonné par le protectionnisme, le contrôle des mouvements d'hommes, de marchandises et de capitaux, le pouvoir politique des gouvernants sur les gouvernés était considérable, et dans les cas extrêmes, totalitaire. Au contraire, dans une industrie des Etats-nations atomisée, concurrentielle, la compétition des gouvernements, producteurs de services publics, se fait, comme dans toutes les industries, au profit du consommateur, en l'occurrence le citoyen.

La grande peur de la mondialisation que certains agitent devant les opinions publiques n'est donc pas fondée. Les Etats ne vont pas disparaître et les citoyens ne seront pas privés de leurs services. Au contraire, leur multiplication est la preuve même de l'importance de leur fonction. Mais de monopolistiques, ils ont été rendus concurrentiels par la révolution de l'organisation.

C'est sur cette toile de fond que vient s'inscrire l'analyse d'André Fourçans dans l'article ci-joint. On retiendra son intéressante classification entre les " protectionnistes ", les " conservateurs " qui acceptent la mondialisation, souhaitent " dégraisser " l'Etat et le rendre plus efficace, et restent sceptiques à l'égard des grandes organisations internationales, et les " libéraux " voient leur avenir dans la participation active au développement de ces organisations, que ce soit l'Europe de la monnaie unique et du fédéralisme ou le FMI et l'OMC.

En somme, si l'on met de côté les protectionnistes qui conservent la nostalgie des solutions des

années 30 révisées 1945, le grand débat politique est aujourd'hui, parmi l'immense majorité de ceux qui acceptent l'ouverture internationale comme un bienfait, entre ceux qui veulent conserver son rôle à un Etat-nation allégé, rendu efficace et compétitif, qui décide des grandes orientations de la politique et notamment de la politique sociale, et refusent de fondre le pays dans des organisations internationales qui le priveraient de son identité et de ses choix spécifiques (les " conservateurs ") , et ceux (les " libéraux ") qui veulent au contraire construire un Etat fédéral européen, comme M. Schroeder, et entendent soumettre les grandes décisions nationales à l'accord des organisations interétatiques mondiales.

André Fourçans nous affirme que là est la voie de l'avenir. Mais cette orientation ne fait que prolonger la tendance antérieure, celle du " premier vingtième siècle ", celle de l'accroissement de la dimension de toutes les organisations, entreprises comme Etats, et de leur cartellisation au niveau global. L'analyse de la révolution de l'organisation nous montre tout au contraire, que l'apogée de ces organisations géantes est derrière nous. Le FMI, l'OMC, le projet politique européen sont tous en crise. Leur confier l'essentiel de la décision politique c'est vouloir construire, sur la lancée d'hier, le monde de demain. C'est un contresens majeur.

Dans cette perspective, les plus libéraux ne sont sans doute pas ceux qui veulent construire ou développer des organisations publiques internationales et fédérales mais bien plutôt ceux qui veulent assortir la mondialisation d'un remodelage en profondeur d'Etats qui garderaient leur rôle essentiel et leur indépendance, souvent dans un périmètre externe et interne plus réduit. Ces derniers doivent encore faire comprendre à l'opinion que la mondialisation et l'Etat-nation ne sont pas antagonistes mais qu'il y a au contraire complémentarité nécessaire entre des Etats plus légers et plus efficaces, plus compétitifs et à ce titre garants de la qualité des services publics, et une économie mondiale concurrentielle garante de l'augmentation des niveaux de la qualité des services privés. L'économie des organisations arbitre aujourd'hui en faveur de cette seconde perspective politique.

JJR

Le Figaro économie, vendredi 4 mai 2001